



Luxembourg, le 4 juillet 1996

## **ITM-FL 177.1**

### **Centres pour jeunes**

(auberges de jeunesse, centres pour jeunes, homes pour scouts, etc.)

**Aide-mémoire rassemblant les éléments nécessaires pour la  
présentation d'une demande d'autorisation dans le cadre de la loi du 9  
mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres et  
incommodes**

#### **Sommaire**

<b>Article</b>		<b>Page</b>
<b>I)</b>	<b>Généralités</b>	<b>2</b>
<b>II)</b>	<b>Indications spécifiques requises en matière de protection des travailleurs et de la sécurité en général</b>	<b>3</b>
<b>III)</b>	<b>Indications spécifiques requises en matière de la protection de l'environnement</b>	<b>3</b>
<b>IV)</b>	<b>Plans à joindre</b>	<b>3</b>
<b>V)</b>	<b>Divers</b>	<b>4</b>
<b>Annexes:</b>	<b>1) Données à fournir pour les besoins de l'Inspection du Travail et de Mines</b>	<b>5</b>

## **I) Généralités**

- 1) La demande d'autorisation est à adresser à l'Inspection du Travail et des Mines, B.P. 27, L-2010 Luxembourg.
- 2) Spécification de l'exploitant: nom, prénom, qualité (profession), adresse, boîte postale, code postal, téléphone et télécopieur éventuel.
- 3) Spécification du demandeur, de la personne de contact ou de coordination éventuelle: nom, prénom, qualité (profession), adresse, boîte postale, code postal, téléphone et télécopieur éventuel.
- 4) Indication de l'emplacement exact de l'établissement faisant l'objet de la demande (adresse complète, lieu-dit ou numéro cadastral).
- 5) Énumération des installations tels que retenus dans la liste déterminant les établissements classés (règlement grand-ducal du 9 novembre 1993). Il s'agit d'indiquer:
  - \* le nombre des dortoirs et leurs capacités respectives,
  - \* la capacité d'hébergement totale de l'établissement,
  - \* la fréquence d'occupation de l'établissement,
  - \* le nombre approximatif des nuitées par année,
  - \* le nombre de personnes pouvant être accueillies au réfectoire ainsi que dans les différentes salles de réunion
  - \* le nombre, le type et la capacité en personnes des ascenseurs,
  - \* le nombre, le type et la capacité de levage des monte-charges, monte-plats, etc.,
  - \* les puissances électriques des transformateurs et autres installations techniques
  - \* les puissances électriques des installations frigorifiques (chambres);
  - \* le type des autres équipements et installations utilisés pouvant occasionner des dangers pour la sécurité et la santé du personnel de l'établissement, de ses utilisateurs ainsi que les nuisances pour l'environnement et le voisinage.
- 6) Au sujet du personnel de l'établissement, il faut indiquer
  - \* le nombre approximatif des salariés à employer;
- 7) La demande d'autorisation (y compris les pièces et les plans indiqués sub IV ci-dessous) est à présenter:
  - en 4 exemplaires: lorsqu'une seule commune est concernée;
  - en 5 exemplaires: lorsque les limites de deux communes limitrophes se trouvent dans un périmètre de 200 m autour de l'établissement faisant l'objet de la demande;
  - en 6 exemplaires: lorsque les limites de trois communes se trouvent dans un périmètre de 200 m autour de l'établissement.
- 8) La demande d'autorisation doit être datée et signée.
- 10) La demande d'autorisation et les pièces jointes doivent être, soit en langue allemande, soit en langue française.

**NOTA:**

*La détermination de la classe de l'établissement se fait par les administrations compétentes conformément à la liste du règlement grand-ducal du 9 novembre 1993. Pour le cas où plusieurs installations d'un établissement relèvent de classes différentes, l'installation présentant le risque le plus élevé, suivant sa classification, détermine le régime d'autorisation (régime des établissements composites, Art. 4 de la loi du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes)*

**II) Indications spécifiques requises en matière de protection des travailleurs et de la sécurité en général**

Afin de permettre à l'Inspection du Travail et des Mines d'évaluer les incidences en matière de sécurité, les indications suivantes sont à fournir: une évaluation des risques pour la sécurité et la santé des salariés et des utilisateurs de l'établissement d'hébergement.

Plus explicitement, les données et renseignements à fournir sont repris dans le formulaire 1 repris en annexe.

**III) Indications spécifiques requises en matière de la protection de l'environnement**

Afin de permettre à l'Administration de l'Environnement d'évaluer les incidences sur l'environnement, les indications spécifiques suivantes sont à fournir: les prélèvements d'eau, les rejets dans l'eau, dans l'air et dans le sol, les émissions de bruits, de trépidation et de radiation à la sortie des établissements ainsi que la production, le traitement, le conditionnement et l'évacuation des déchets et autres résidus d'exploitation et une évaluation des incidences sur l'environnement.

**IV) Plans à joindre**

Au sujet de la nature et de l'emplacement de l'établissement, il faut joindre:

- un plan à l'échelle 1:200 ou plus précis de l'établissement;
  - un plan à l'échelle 1:200 indiquant à l'intérieur des locaux l'emplacement des machines, installations, dépôts et équipements, de même que l'agencement des circulations et la disposition des issues de secours;
  - des coupes en longueur et en travers de l'établissement;
  - un extrait récent du plan cadastral tamponné par l'Administration du Cadastre et de la Topographie comprenant les parcelles ou parties de parcelles situées dans un périmètre de 200 mètres autour de l'établissement avec indications des limites de communes et leurs dénominations;
  - un extrait d'une carte topographique à l'échelle 1:10.000 ou 1:20.000 permettant d'identifier l'emplacement projeté de l'établissement, lorsqu'il est situé en dehors d'une agglomération;
- Pour les besoins de l'évaluation des incidences de l'établissement sur l'homme, le lieu de travail et l'environnement, il faut joindre:
- un plan à l'échelle 1:200 ou plus précis, renseignant sur la construction et l'aménagement des bâtiments, de même que sur l'agencement des locaux, des circulations, des issues, etc.;

- un plan à l'échelle 1:200 ou plus précis, indiquant à l'intérieur des ateliers, halls et unités de production, l'emplacement des installations, équipements, dépôts ainsi que les sources polluantes, à savoir eaux, air, bruit;
- un plan de situation à l'échelle 1:500 ou 1:1000 ou autre, indiquant les proches alentours et les accès extérieurs.

Pour des besoins propres aux compétences et attributions des administrations concernées, d'autres plans plus spécifiques pour des indications supplémentaires peuvent être exigés par ces administrations du demandeur d'autorisation d'exploitation.

**NOTA:**

*Lorsque l'envergure des installations ne permet pas de les représenter à une échelle indiquée ci-dessus, les plans peuvent être établis à une échelle différente avec l'accord des administrations concernées.*

### **V) Divers**

- Copie(s) de(des) l'ancienne(anciennes) autorisation(s) d'exploitation doit(vent) être fournie(s) pour toute transformation, extension ou renouvellement d'une autorisation d'exploitation.
- Peuvent être ajoutées au dossier toute documentation, illustration, indication technique et autres pièces concernant soit la sécurité et la santé sur le lieu de travail, soit les aspects de la protection de l'environnement.

Pour de plus amples renseignements concernant la sécurité, la santé, l'hygiène, l'ergonomie, la salubrité ou la commodité sur le lieu de travail, prière de s'adresser au service des établissements dangereux, insalubres ou incommodes de l'Inspection du Travail et des Mines (tél.: 478-6168), qui peut délivrer des formulaires ayant trait aux données à fournir dans le cadre de ses compétences..

Pour de plus amples renseignements concernant la protection de l'air, de l'eau, du sol, de la faune et de la flore, la lutte contre les bruit et l'élimination des déchets prière de s'adresser au service compétent de l'Administration de l'Environnement (tél.: 405656-241) qui peut délivrer des formulaires ayant trait aux données à fournir dans le cadre de ses compétences..

## ANNEXE I

### **Données à fournir pour les besoins de l'Inspection du Travail et des Mines**

#### Evaluation des risques

En matière d'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des personnes (explosion, incendie, intoxication, contamination, dangers de lésions corporelles, risques de maladies professionnelles, etc.) il faut clairement spécifier et expliquer:

\* les risques inhérents aux installations, machines, équipements et installation, avec les mesures de sécurité et de protection prévues;

#### Mesures de sécurité prévues

L'obligation d'indiquer "les mesures projetées en vue de prévenir ou d'atténuer les inconvénients et les risques" renferme:

\* en ce qui concerne les activités, les machines, installations, équipements, etc., l'indication des règlements et directives nationales ou communautaires qui seront d'application. A défaut, les règles, directives, normes, textes, etc. applicables sont à joindre à la demande en langue française ou allemande;

\* en ce qui concerne en particulier les installations (chauffage, climatisation, ventilation, électricité, gaz, dépôts dangereux, machines dangereuses, etc.), l'indication des normes envisagées si celles-ci sont d'application générale dans le pays. Dans le cas contraire, les textes en langue française ou en langue allemande sont à joindre;

\* en ce qui concerne les mesures d'hygiène (indication des mesures prévues: cuisine, installations sanitaires, chambres, etc.)

\* en ce qui concerne la prévention des risques d'incendie et d'explosion, de même que les risques de panique, et les autres risques pouvant se présenter tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment, la présentation d'un mémoire sommaire sur notamment:

- la résistance au feu des constructions, des matériaux et des aménagements;

- le compartimentage et les mesures prises pour empêcher la propagation des flammes, des fumées et des gaz de combustion;

- la surveillance, la détection automatique éventuelle, de même que les autres moyens d'alerte et d'alarme;

- les issues, le désenfumage, la signalisation, l'éclairage de sécurité et les autres moyens d'évacuation;

- l'accès des secours extérieurs, les moyens de combat d'un sinistre éventuel, l'extinction automatique éventuelle et tous les autres moyens d'intervention.